

l'Italie, vieux pays industriels du continent désaxés par la perte de leurs marchés antérieurs, une autre possibilité immédiate, réaliste, concrète, que de se vouer à une économie d'armements qui les conduit de toute façon à leur perte.

La propagande socialiste et communiste dans tous ces pays pour une telle coopération et pour la nécessité de l'assurer par des gouvernements ouvriers, gagnerait énormément en vigueur et en efficacité. Il suffirait pour cela que Moscou envisage la chose en grand, expose un plan très large, correspondant du reste aux énormes besoins d'industrialisation aussi bien de l'U.R.S.S. que des « démocraties populaires » et de la Chine, et mette en valeur les perspectives et les possibilités grandioses qui en découlent. Les mêmes offres devraient être faites aux Etats-Unis eux-mêmes.

Mais pour cela il faudrait que le Kremlin ne soit pas dominé par une bureaucratie qui craint précisément l'industrialisation libre des pays satellites et qui surveille le développement de la Chine. Il faudrait, d'autre part, que ses déclarations sur la nécessaire coopération économique internationale, pour qu'elles apparaissent sincères, ne soient pas entachées du blocus décrété contre la Yougoslavie.

Mais si timides et si restrictives qu'elles ont pu paraître, même les propositions de la Conférence économique de Moscou restent une initiative valable, une contre-mesure utile et nécessaire face aux restrictions imposées par Washington au commerce international, et à son blocus économique précédant l'action militaire qu'envisage et prépare le Pentagone.

La critique essentielle que les marxistes révolutionnaires ont à formuler à propos de ces initiatives diplomatiques de Moscou se place sur un tout autre plan : celui du mouvement ouvrier dirigé par les Partis communistes. Que l'Etat soviétique, en tant qu'Etat, joue sur les antagonismes relatifs entre les différentes puissances impérialistes et leurs difficultés, envoie des notes, convoque des conférences économiques, etc., c'est son droit et même son devoir. Mais que sa politique soit embellie sans esprit critique par les différents Partis communistes et devienne d'un moment à l'autre *leur politique, ses motifs leurs motifs, ses explications leurs explications*, tout ceci n'est fait ni pour accroître la confiance des masses en ces partis ni leur capacité pour lutter efficacement.

L'exemple de la volte-face sur la question allemande est frappant. La note soviétique du 10 mars reconnaissant pour la première fois le droit de l'Allemagne de disposer d'une armée nationale distincte, est tombée en pleine campagne des P.C. « contre le réarmement allemand et la reconstitution de la Wehrmacht ». Une fois encore, ces partis ont été mis par le Kremlin — agissant avec sa désinvolture habituelle — devant le fait accompli. Sans désespérer ils ont immédiatement commencé à justifier le tournant — sans l'admettre en tant que tel — avec le même sérieux et la même « conviction » qu'ils avaient mis dans la défense de la politique antérieure contraire.

Mais le tournant n'a pas manqué de secouer fortement en général leur *Mouvement pour la Paix* et plus particulièrement ses effectifs petits-bourgeois.

La tenue de la Conférence économique a fourni d'autre part l'occasion à une campagne redoublée du Kremlin pour son thème favori de la « coexistence pacifique ». Aussitôt tous les P.C. ont repris à leur compte cette même campagne.

La « coexistence pacifique » implique l'idée du *statu quo* sur le plan international et de la *collaboration des classes* à l'intérieur de chaque pays. Quand elle devient sincèrement le thème de propagande d'un parti ouvrier, cela doit signifier que ce parti abandonne pratiquement toute velléité de lutte pour le pouvoir et se cantonne dans une